

**DEMANDE D'AIDE A L'AMELIORATION DE L'HABITAT
LOCATAIRE DU PARC PRIVE ou OCCUPANT A TITRE GRATUIT**

**(REGLEMENT DEPARTEMENTAL VALIDE EN CP DU 20 NOVEMBRE 2019)
(MAJ 27 FEV 2020)**

IDENTITE

Nom : _____ Nom de jeune fille : _____
Prénoms : _____
Né(e) le : _____ à : _____
Sollicite l'octroi d'une aide à l'amélioration de l'habitat pour un logement que j'occupe à titre de résidence principale et sis à :
N° : _____ Rue _____
Commune : _____ lieu dit _____
CP : _____ Tèl _____

NOMBRE DE PERSONNE AU FOYER

Nombre : ... Adulte(s) ... Enfant(s) dont : ... Personne(s) de 60 ans et + ... Personne(s) handicapée(s)

SPECIFICITE DU DOSSIER

Famille d'accueil (PA/PH) : Famille d'accueil (ASMAT ou ASFAM) : Extension (création de chambre) :
Bénéficiaire du RSA : Oui Indiquez votre n° d'allocataire (N° CAF) : _____ Non

MODE D'OCCUPATION DU LOGEMENT

Vous déclarez être (*) **locataire** ou **occupant à titre gratuit** du logement concerné par la demande d'aide à l'amélioration de l'habitat (veuillez cocher la case correspondante)

(*) le locataire doit s'assurer de l'envoi de l'avis d'imposition par son propriétaire dans les 10 jours maximum après le dépôt du dossier

TRAVAUX SOUHAITES

PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AIDE

- Copie du livret de famille ou des pièces d'identité pour toutes les personnes vivant au foyer
- Revenus annuels imposables de toutes personnes vivant au foyer (l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-2 *accompagné si cet avis fait apparaître des revenus égaux à 0 d'un autre justificatif de revenus*)
- Justificatif d'adresse récent (FACTURE EAU ou ELECTRICITE) si l'adresse indiquée sur l'avis d'imposition est différente de celle du logement à améliorer
- Pour les LOCATAIRES DU PARC PRIVE : l'autorisation – engagement du propriétaire (à compléter imprimé n°1) + Copie du bail
- Pour les OCCUPANTS A TITRE GRATUIT : attestation sur l'honneur (à compléter imprimé n°2) + justificatif d'adresse récent (EAU ou EDF) de l'occupant
- Pour les personnes handicapées, la notification justifiant le handicap (notification MDPH / CAF/CGSS)
- Pour les familles d'accueil, liste des travaux préconisés par le service social « gestion des agréments » et l'engagement d'exercer pendant 5 ans
- **Pour les logements construits après le 1er juillet 1997 : permis de construire**

CHOIX DE L'OPERATEUR (au cas où l'instruction serait déléguée à un opérateur agréé par la collectivité)

L'aide est attribuée uniquement par le Conseil Départemental (amélioration légère)

- Soliha-Réunion 95 bis rue des deux-canons - BP 297 - 97 494 Sainte Clotilde Cedex
- Sud-Habitat-Conseil : 2 bis, rue Roland Garros - 97480 St Joseph
- GESTION DIRECTE / SPL Avenir Réunion (SPLAR) – 12 rue de Nice – 97400 Saint-Denis

Je déclare sur l'honneur ne pas avoir bénéficié d'une subvention départementale d'aide à l'amélioration de l'habitat dans les 5 (cinq) ans qui précèdent la présente demande.

Je déclare avoir déjà constitué un dossier de demande d'aide en (précisez l'année) : / _____ /
auprès de : La CAF L'ETAT Le DEPARTEMENT La REGION
J'ai obtenu l'aide sollicitée (précisez l'année) : / _____ /

Fait à _____ le _____
Signature du demandeur

IMPRIME N°1 – (concerne les ménages en location)
AMELIORATION DE L'HABITAT
AUTORISATION ET ENGAGEMENT DU PROPRIETAIRE
(dans l'hypothèse où le demandeur n'est pas lui-même le propriétaire)

Partie à compléter par le propriétaire dans le cas d'une location

Je, soussigné (1) :
Demeurant :
Lieu-dit :
Code postal : Commune :

Déclare sur l'honneur, être propriétaire du terrain / logement (*) sis à l'adresse suivante:

.....
.....
.....
.....

M'engage à fournir dans les 10 jours aux services du Département :

- mon avis d'imposition de l'année N-2, faute de quoi la demande d'aide est considérée irrecevable.
- le permis de construire pour le logement construit après le 1^{er} juillet 1997

Partie à compléter par le propriétaire dans le cas d'indivision

Nous, soussignés,

Signatures

.....demeurant.....
.....demeurant.....
.....demeurant.....
.....demeurant.....
.....demeurant.....
.....demeurant.....
.....demeurant.....
.....demeurant.....

déclarons sur l'honneur, être les héritiers du terrain / logement (*) sis à l'adresse ci-dessous:

.....
.....

autorise (ons) monsieur / madame (*) à faire effectuer des travaux dans le logement susvisé, dans le cadre de son projet d'amélioration de l'habitat.

L'avis d'imposition N-2 de ou des héritiers est obligatoire pour permettre l'instruction du dossier.

S'agissant du ménage locataire de ce bien,

m' (nous) engage (ons):

- à ne pas augmenter le loyer dont le prix actuel est de € après la réalisation des travaux et ce pour une période de trois ans;
- à maintenir le locataire dans les lieux pendant au moins six ans et en cas de départ de ce dernier, à le remplacer par une personne ou famille répondant aux mêmes critères que ceux retenus pour l'attribution de l'aide.

En cas de non-respect aux engagements ci-dessus, le ou les propriétaire(s) (indivision) serai(en)t amené(s) à rembourser la subvention attribuée par le Département.

Fait à,en date du
Pour servir et valoir ce que de droit.

IMPRIME N°2 – (concerne les ménages occupants à titre gratuit)

**AMELIORATION DE L'HABITAT
ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

(dans l'hypothèse où le demandeur n'est pas lui-même le propriétaire)

Partie à compléter par l'occupant à titre gratuit

Je, soussigné (1) :

Demeurant :

Lieu-dit :

Code postal : Commune :

- Déclare sur l'honneur avoir obtenu l'autorisation du ou des propriétaire(s) pour effectuer des travaux dans le logement susvisé, dans le cadre de mon projet d'amélioration de l'habitat (situé à l'adresse ci-dessus) :

Indiquez le NOM/PRENOMS du ou des propriétaires et sa/leur commune de résidence :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Par conséquent, reconnais qu'en cas de litige survenant entre le ou les propriétaire(s) et moi la responsabilité du département et de l'opérateur (ou entreprise) qui a réalisé les travaux ne pourra être engagée.

- M'engage à Occuper le logement, pour lequel j'ai bénéficié de la subvention départementale, personnellement et à titre de résidence principale, pendant une période d'au moins dix ans à compter de la réception des travaux

Reconnais :

- avoir été informé(e) qu'en cas de non-respect à mon engagement ci-dessus, je serais amené(e) à rembourser la subvention attribuée par le Département
- qu'en cas de fausse déclaration, cette attestation pourra être produite en justice et que je m'expose à des sanctions.

Attention ! joindre copie récente justificatif adresse (eau ou électricité) au nom de l'occupant du logement

Fait à,

en date du

Pour servir et valoir ce que de droit.